



Répéter les vérités d'évidence.

Il est des vérités d'évidence que l'on ne répète sans doute jamais assez. La première tâche de l'agriculture est de nourrir les humains. Le dernier rapport de la FAO sur l'état de l'insécurité alimentaire souligne que la faim dans le monde progresse. Ses estimations les plus récentes avancent le nombre de 915 millions de personnes souffrant de la faim en 2008, soit « *le nombre le plus élevé estimé au cours des trois ou quatre dernières décennies* », indique le rapport, ajoutant qu'« *il faut s'attendre à ce que le nombre des personnes sous-alimentées dans le monde passe à 1,02 milliard en 2009* ». En 2050, nous serons près de 9 milliards d'hommes et de femmes sur la planète. Assurer une alimentation sûre, de qualité et durable pour tous est un véritable défi pour tous les agriculteurs du monde. Assurer la sécurité alimentaire des populations tout en préservant les ressources naturelles, tel est le grand défi de ce début de 21e siècle

Dans le même temps, on sait que les « avancées » de l'agriculture se sont révélées catastrophiques du point de vue de l'environnement et qu'elle a fait reculer les taux de productivité agricole, alors que le monde a besoin de doubler sa production vivrière pour nourrir ces 9 milliards d'êtres humains en 2050.

Il s'agit donc aujourd'hui de développer les agricultures vivrières, option indispensable à la survie des populations des régions qui souffrent le plus de malnutrition. Pour cela, l'augmentation des rendements et des surfaces cultivées est nécessaire. Ces régions doivent être aidées afin de pouvoir mobiliser leurs capacités de développement au travers de la formation, de la diffusion du progrès technique et en apportant des réponses aux questions liées à l'accès au foncier, à l'accès et à la gestion de l'eau. La recherche peut être, dans cette optique, l'un des moteurs d'avancées durables.

C'est de souveraineté alimentaire dont il s'agit. De ce point de vue, la carte de la bio-industrie favorisée par certains gouvernements et groupements, qui a pu apparaître un temps comme l'une des voies pour assurer le maintien d'une agriculture et lutter contre le réchauffement climatique, se révèle *in fine* extrêmement dangereuse en sacrifiant la fonction nourricière de l'agriculture sur l'autel d'un pétrole certes vert, mais qui n'encourage pas des modes de vie plus durables.

La survie des politiques publiques agricoles quelles qu'elles soient dépend donc d'un changement profond de paradigme. Il faut désormais mettre en avant des priorités qui combinent obligatoirement sécurité alimentaire, protection des ressources naturelles, changement climatique, développement rural et des emplois et ce, dans une perspective de solidarité Nord/Sud.

Il reste encore beaucoup à faire pour nourrir bien les hommes.

Laurence Boy

